

L'Elysée souhaite créer un « pôle » statistique d'un millier de personnes à Metz afin de compenser les restructurations militaires.

L'Insee se mobilise contre le projet de délocalisation à Metz

Vécu comme un nouveau coup de boutoir d'un président de la République qui n'a jamais ménagé ses critiques contre l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), le projet de délocalisation de la statistique publique commence à mobiliser les personnels. Une assemblée générale a réuni, hier, selon la CGT, 450 personnes à Paris et 250 en Ile-de-France et en région. Une motion protestant « contre la décision présidentielle arbitraire et sans aucune consultation préalable » a été votée et des

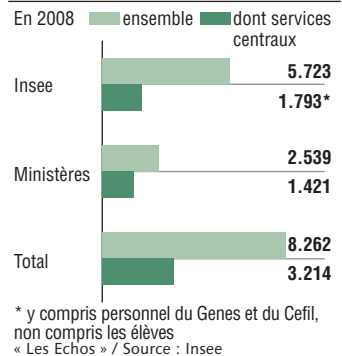
projets d'action seront évoqués dans les prochains jours.

« L'ambiance est lourde »

Le 2 septembre, un communiqué de l'Elysée a annoncé « la délocalisation d'emplois publics à Metz à hauteur de 1.500 agents » pour compenser les restructurations militaires. Alors que les services centraux de l'Insee et des ministères (Dares, Drees...) regroupent environ 3.200 personnes, la création d'un « pôle » statistique d'un millier de personnes a été évoquée.

« Dans ce contexte difficile, j'ai accepté de conserver avec Jean-Pierre Dupont, vice-président du CNIS [l'instance rapprochant producteurs et utilisateurs de statistiques, NDLR], de faire rapport au gouvernement, avant la fin de l'année, afin de préciser ce que pourraient être les contours d'un pôle messin, qui préserve au mieux les intérêts de la statistique publique », a indiqué, dans un mail adressé dès la semaine dernière à ses services, Jean-Philippe Cotis, directeur général de l'Insee. Le choix de Jean-Pierre Dupont est opportun : an-

Les effectifs des personnels de la statistique publique



cient délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, il a déjà mis en œuvre des délocalisations d'emplois publics.

Bercy se veut rassurant

« L'ambiance est lourde », résumait hier un cadre. « Nous attendons la lettre de mission mais, si cela se confirme, ce serait vraiment casser le modèle français, où cohabitent production de données, études et recherche », juge un statisticien d'un ministère. « Le corps des administrateurs de l'Insee deviendrait rapidement un corps de troisième zone : le rang de l'Ensaë [qui forme les statisticiens, NDLR] dans les écoles choisies à la sortie de Polytechnique rétrograderait très rapidement. » Or, souligne un statisticien de l'Insee, « des conséquences à court terme sur le recrutement auront un impact, à moyen terme, sur la production de statistiques ».

A Bercy, dont l'Insee est une direction, on s'emploie à rassurer. « L'idée est de confier une mission de réflexion sur la statistique publique, sans être particulièrement prescriptif sur le nombre de personnes visées et avec une méthode qui donne le temps de la réflexion. » Le calendrier est néanmoins serré. L'Elysée a indiqué que Nicolas Sarkozy « détaillerait l'ensemble des mesures d'accompagnement des restructurations lors d'un déplacement qu'il effectuera en Moselle avant la fin de l'année ». VÉRONIQUE LE BILLON